

La troisième table ronde de RSPO-RT3, à Singapour en novembre 2005

Hubert OMONT

Cirad, Département des cultures pérennes,
TA 80 / PS3, 34398 Montpellier Cedex 5, France
<hubert.omont@cirad.fr>

Abstract: The RSPO third roundtable meeting on sustainable palm oil (RT3) was the occasion for the official launch of principles and criteria adopted by the initiative to promote sustainable palm oil production and consumption. The problems raised by implementing those principles and criteria were widely debated in the main assembly or in break-out groups. The deliberations emphasized that all RSPO stakeholders needed to take an active role in the initiative, which should also be open to other categories of stakeholders: governments, research, certification organizations, etc. Over a two-year transition phase, 14 voluntary members are to test the feasibility of such implementation on a true scale. A task force has been set up to adapt the principles and criteria to the particular case of smallholders.

Key words: palm oil, sustainability, principles, criteria, implementation, smallholders

L'initiative RSPO, présentée dans un précédent numéro d'OCL (Vol. 12, n° 2, mars-avril 2005), a été créée par des acteurs de la filière huile de palme et d'autres organismes concernés par le développement de cette filière. Elle a pour objectif de promouvoir la production et la consommation d'huile de palme durable par la coopération entre les acteurs de cette filière et un dialogue ouvert avec toutes les parties prenantes de la construction de cette durabilité. La démarche retenue se fonde sur l'élaboration d'un ensemble de principes et critères crédibles qui définissent la durabilité de l'élaiculture et qui soient acceptables par les différentes catégories d'acteurs de l'initiative.

La deuxième table ronde de RSPO, organisée en octobre 2004 à Jakarta, avait été l'occasion de promouvoir des échanges de vues approfondis entre les catégories d'acteurs sur les différentes approches permettant d'atteindre l'objectif d'une production et d'une consommation d'huile de palme durable. Elle avait aussi permis de discuter de projets concrets qui pourraient faciliter la mise en œuvre de meilleures pratiques dans la filière pour atteindre cet objectif. Elle avait enfin confirmé la nécessité de renforcer la coopération entre les différentes catégories d'acteurs pour y parvenir.

La troisième table ronde, RT3, organisée en novembre 2005 à Singapour, a permis de présenter et de discuter les principes et critères préparés par le groupe de travail, et les conditions de leur mise en œuvre, avant leur adoption par l'assemblée générale qui a immédiatement suivi RT3.

Élaboration des principes et critères

Les principes et critères ont été élaborés en utilisant un processus multi-acteurs : un consultant extérieur, ProForest, un groupe de travail restreint composé de représentants des membres de RSPO et de quelques experts extérieurs, des discussions en réunions plénières (RT2) et deux consultations publiques. Un site web (<http://www.rspo.org>), très régulièrement mis à jour, a regroupé l'ensemble des informations et a servi de point focal pour tous les travaux et lors des consultations publiques ; tous les documents relatifs à la construction des principes et critères peuvent y être consultés. Une lettre d'information a régulièrement diffusé les informations disponibles à tous les membres.

Le groupe de travail a élaboré deux versions provisoires des principes et critères, au cours de réunions du groupe et en concertation avec les groupes de référence par catégories ; chacune de ces versions provisoires a été proposée en consultation publique pendant deux mois, la première en décembre 2004 et janvier 2005, et la seconde en juin et juillet 2006. À l'issue de chaque consultation, le groupe de travail a analysé soigneusement les commentaires reçus, en a fait une liste exhaustive et une synthèse, et a retravaillé une nouvelle proposition qui prenne en compte ces commentaires dans toute la mesure du possible. La dernière proposition a été analysée par le comité exécutif de RSPO en septembre 2005, pour aboutir enfin à la version finale qui a été présentée à RT3 et adoptée ensuite à la quasi-unanimité des membres de l'assemblée générale.

Lors des consultations publiques, outre de nombreux commentaires sur les différents principes et critères, quelques idées fortes ont été soulignées à plusieurs reprises :

- La nécessité de mieux prendre en compte les petits producteurs et leurs spécificités ; les premières versions ne semblaient pas appropriées, avec un risque non négligeable de les exclure de la démarche.
- Les responsabilités respectives des différentes catégories d'acteurs (tableau 1) dans la construction de la durabilité ; les premières versions semblaient trop exclusivement centrées sur le secteur « production », et il semblait nécessaire de faire participer plus activement le reste de la filière.
- L'étendue de la responsabilité de la filière, dans un contexte où elle ne maîtrise pas toutes les composantes de la durabilité : facteurs du marché, gestion de l'espace, etc.
- Enfin, les avis étaient partagés sur la nécessité d'adopter un guide de mise en œuvre à la liste des principes et critères.

La réunion du comité exécutif a choisi de ne pas adjoindre de recommandation de mise en œuvre à la liste des principes et critères dans un

Tableau 1. Catégories d'acteurs.

Membres ordinaires

- Production
- Transformation et commerce
- Industrie de manufacture
- Commerce de détail
- Finance
- ONG Environnement
- ONG Social

Membres associés

premier temps, mais de proposer une phase de test d'une durée de 2 ans. Cette période permettrait de vérifier la faisabilité des principes et critères sur le terrain et leur interprétation par les acteurs, et d'affiner les propositions de mise en œuvre, en particulier les nécessaires interprétations/adaptations nationales. Finalement, une liste des 8 principes et 39 critères a été proposée à la table ronde et adoptée par l'assemblée générale (tableau 2).

La troisième réunion plénière RSPO-RT3

La troisième réunion (RT3) avait pour principaux objectifs :

- La présentation et le lancement des principes et critères élaborés et discutés depuis RT2 : explication des choix effectués et illustration à l'aide d'exemples.
 - La discussion des mécanismes à utiliser pour la mise en œuvre de ces principes et critères, et des procédures à retenir pour les vérifications et contrôles.
 - Une présentation par certains membres des initiatives qu'ils ont déjà prises pour promouvoir la production et la consommation d'huile de palme durable.
 - L'état des projets soutenus par RSPO lors de RT2 et l'identification de nouveaux projets.
- Plus de 300 personnes venant de 28 pays ont participé à la troisième réunion plénière de RSPO les 21 et 22 novembre 2005 à Singapour. L'audience n'était pas limitée aux sept catégories d'acteurs de l'initiative, mais comprenait en outre des représentants de la presse, des organismes de certification, des chercheurs, etc. On notait aussi une forte participation des ONG, avec plus de soixante représentants de la société civile.

Le programme détaillé et les présentations et comptes rendus de séances sont disponibles sur le site web mentionné précédemment.

Après une session d'ouverture au cours de laquelle les principes et critères ont été officiellement présentés, la première session a proposé trois études de cas :

- L'impact de la mise en œuvre des principes et critères sur une société de plantation indonésienne.
 - Le rôle du secteur financier dans la promotion de l'huile de palme durable.
 - Les problèmes fonciers liés au développement de l'huile de palme en Indonésie.
- Ces présentations et les discussions qui ont suivi ont été l'occasion de nombreuses remarques sur la faisabilité des principes et critères, leur coût, les implications de la filière, etc. Au cours de la deuxième session, les participants ont été répartis en cinq groupes pour débattre de la mise en œuvre des principes et critères au niveau de la production : deux grou-

pes ont abordé les problèmes dans le cas des plantations existantes, deux autres groupes dans le cas des nouvelles plantations et le dernier s'est consacré aux petits planteurs. Ces groupes ont été animés par des facilitateurs professionnels et les principaux éléments que l'on peut en retenir sont les suivants :

- Les enjeux de la mise en œuvre nécessitent d'impliquer de nouveaux acteurs, en particulier les gouvernements.
- Les situations contrastées des petits planteurs dans les différentes régions nécessitent des traitements différenciés.
- Une période transitoire de deux ans est indispensable pour tester la mise en œuvre des principes et critères.
- Les coûts de cette mise en œuvre doivent être partagés au sein de la filière (prêts à taux préférentiels pour les producteurs, par exemple).
- Tous les acteurs de la filière doivent se sentir impliqués dans cette mise en œuvre, en particulier les ONG, le secteur financier et les consommateurs.

Quatorze sociétés ont accepté d'être volontaires pour tester la totalité ou une partie des principes et critères pendant deux ans. Leur contribution sera déterminante dans la consolidation du processus et dans la préparation de mécanismes de contrôle.

Au cours de la session 3, divisée en deux sessions parallèles, quatorze présentations ont exposé les projets en cours ou en préparation, ont proposé de nouvelles approches ou de nouveaux outils pour aborder la durabilité, tant du point de vue technique que financier. Le Cirad a présenté la contribution de la recherche à cet effort, les acquis, les travaux en cours et les possibles développements dans le futur.

Le contrôle de la mise en œuvre a été au cœur de la session 4 : échanges d'expériences entre acteurs, en particulier dans le cadre des certifications ISO 14001, exemples d'autres secteurs (forêt) et présentation d'une étude de cas sur HCVF (*High Conservation Value Forest*). Dans l'état actuel de la réflexion, les acteurs souhaitent s'appuyer sur les schémas ou mécanismes existants pour conduire les vérifications et contrôles. Aucun accord n'a pu être trouvé pour le moment sur des indicateurs fiables de mise en œuvre des principes et critères ; la recherche a certainement un rôle à jouer dans la mise au point de tels indicateurs.

La session 5 a abordé la question de la commercialisation de l'huile de palme durable. Cette session a d'abord analysé les mécanismes commerciaux de la filière, une connaissance indispensable pour pouvoir travailler à des modèles qui permettent de valoriser au mieux l'huile produite selon les principes et critères. Ces modèles devront en outre satisfaire aux exigences des partenaires en termes de crédibilité et de rentabilité.

Les participants ont ensuite été répartis en groupes sectoriels par catégories d'acteurs (hors production), chacune d'entre elles devant réfléchir à la manière dont elle doit s'impliquer dans la mise en œuvre des principes et critères. Les débats ont fait ressortir le rôle déterminant que doivent jouer les ONG et les organismes de financement.

La séance de clôture a été l'occasion de faire le bilan des deux journées et de tracer les perspectives pour RSPO.

Conclusion

Le point fort de cette réunion a été le lancement des principes et critères et leur adoption par la deuxième assemblée générale (55 voix pour et 1 abstention). La filière dispose ainsi d'un ensemble d'outils pour évaluer la durabilité, répondre à la demande des parties prenantes et faire la preuve qu'au moins une partie de la filière s'est délibérément engagée dans un processus de production durable.

Les débats ont permis à tous de s'exprimer et de faire ressortir problèmes et questions, liés surtout à la mise en œuvre de ces principes et critères, en particulier sur des sujets un peu nouveaux pour beaucoup de producteurs, tels la biodiversité ou certains aspects sociaux.

Cette réunion était concomitante avec deux campagnes alertant les consommateurs britanniques sur le rôle de l'huile de palme dans la disparition des orangs-outangs. Alors que le lien entre la disparition de l'habitat des primates et la conversion de la forêt pour planter des palmiers est clairement établi, le message des ONG suggérait aux commerçants et aux acteurs de la filière d'appuyer l'initiative RSPO. Car au nombre des défis à relever pour mettre en œuvre une production et une consommation d'huile de palme durable, il y a une prise de conscience des consommateurs à laquelle les ONG peuvent grandement contribuer. Les besoins financiers nouveaux engendrés par les contraintes particulières de la production durable sont d'autres enjeux que les organismes de financement doivent prendre en compte pour encourager les sociétés engagées dans la production durable. Pour ce qui concerne ces aspects financiers, les intervenants ont surtout mentionné les coûts engendrés par la démarche vers une production d'huile de palme durable, sans jamais aborder les économies ou les gains qui pourraient en découler (utilisation raisonnée des intrants, abandon de surfaces non rentables, valorisation des sous-produits, par exemple).

En outre, deux importantes questions, plusieurs fois abordées au cours des débats, nécessitent d'être approfondies : le cas particulier des petits planteurs et le test de la mise en œuvre des principes et critères.

Tableau 2. Principes et critères

Principes	Critères
Principe 1: Commitment to transparency	<i>Criterion 1.1</i> Oil palm growers and millers provide adequate information to other stakeholders on environmental, social and legal issues relevant to RSPO Criteria, in appropriate languages & forms to allow for effective participation in decision making. <i>Criterion 1.2</i> Management documents are publicly available, except where this is prevented by commercial confidentiality or where disclosure of information would result in negative environmental or social outcomes
Principe 2: Compliance with applicable laws and regulations	<i>Criterion 2.1</i> There is compliance with all applicable local, national and ratified international laws and regulations <i>Criterion 2.2</i> The right to use the land can be demonstrated, and is not legitimately contested by local communities with demonstrable rights. <i>Criterion 2.3</i> Use of the land for oil palm does not diminish the legal rights, or customary rights, of other users, without their free, prior and informed consent
Principe 3: Commitment to long-term economic and financial viability	<i>Criterion 3.1</i> There is an implemented management plan that aims to achieve long-term economic and financial viability
Principe 4: Use of appropriate best practices by growers and millers	<i>Criterion 4.1</i> Operating procedures are appropriately documented and consistently implemented and monitored. <i>Criterion 4.2</i> Practices maintain soil fertility at, or where possible improve soil fertility to, a level that ensures optimal and sustained yield. <i>Criterion 4.3</i> Practices minimise and control erosion and degradation of soils. <i>Criterion 4.4</i> Practices maintain the quality and availability of surface and ground water. <i>Criterion 4.5</i> Pests, diseases, weeds and invasive introduced species are effectively managed using appropriate Integrated Pest Management (IPM) techniques. <i>Criterion 4.6</i> Agrochemicals are used in a way that does not endanger health or the environment. There is no prophylactic use, and where agrochemicals are used that are categorised as World Health Organisation Type 1A or 1B, or are listed by the Stockholm or Rotterdam Conventions, growers are actively seeking to identify alternatives, and this is documented. <i>Criterion 4.7</i> An occupational health and safety plan is documented, effectively communicated and implemented. <i>Criterion 4.8</i> All staff, workers, smallholders and contractors are appropriately trained.
Principe 5: Environmental responsibility and conservation of natural resources and biodiversity	<i>Criterion 5.1</i> Aspects of plantation and mill management that have environmental impacts are identified, and plans to mitigate the negative impacts and promote the positive ones are made, implemented and monitored, to demonstrate continuous improvement. <i>Criterion 5.2</i> The status of rare, threatened or endangered species and high conservation value habitats, if any, that exist in the plantation or that could be affected by plantation or mill management, shall be identified and their conservation taken into account in management plans and operations. <i>Criterion 5.3</i> Waste is reduced, recycled, re-used and disposed of in an environmentally and socially responsible manner. <i>Criterion 5.4</i> Efficiency of energy use and use of renewable energy is maximised. <i>Criterion 5.5</i> Use of fire for waste disposal and for preparing land for replanting is avoided except in specific situations, as identified in the ASEAN guidelines or other regional best practice. <i>Criterion 5.6</i> Plans to reduce pollution and emissions, including greenhouse gases, are developed, implemented and monitored.
Principe 6: Responsible consideration of employees and of individuals and communities affected by growers and mills	<i>Criterion 6.1</i> Aspects of plantation and mill management that have social impacts are identified in a participatory way, and plans to mitigate the negative impacts and promote the positive ones are made, implemented and monitored, to demonstrate continuous improvement. <i>Criterion 6.2</i> There are open and transparent methods for communication and consultation between growers and/or millers, local communities and other affected or interested parties. <i>Criterion 6.3</i> There is a mutually agreed and documented system for dealing with complaints and grievances, which is implemented and accepted by all parties. <i>Criterion 6.4</i> Any negotiations concerning compensation for loss of legal or customary rights are dealt with through a documented system that enables indigenous peoples, local communities and other stakeholders to express their views through their own representative institutions. <i>Criterion 6.5</i> Pay and conditions for employees and for employees of contractors always meet at least legal or industry minimum standards and are sufficient to meet basic needs of personnel and to provide some discretionary income. <i>Criterion 6.6</i> The employer respects the right of all personnel to form and join trade unions of their choice and to bargain collectively. Where the right to freedom of association and collective bargaining are restricted under law, the employer facilitates parallel means of independent and free association and bargaining for all such personnel. <i>Criterion 6.7</i> Child labour is not used. Children are not exposed to hazardous working conditions. Work by children is acceptable on family farms, under adult supervision, and when not interfering with education programmes. <i>Criterion 6.8</i> The employer shall not engage in or support discrimination based on race, caste, national origin, religion, disability, gender, sexual orientation, union membership, political affiliation, or age. <i>Criterion 6.9</i> A policy to prevent sexual harassment and all other forms of violence against women and to protect their reproductive rights is developed and applied. <i>Criterion 6.10</i> Growers and millers deal fairly and transparently with smallholders and other local businesses. <i>Criterion 6.11</i> Growers and millers contribute to local sustainable development wherever appropriate.

Principes	Critères
<p>Principe 7: Responsible development of new plantings</p>	<p><i>Criterion 7.1</i> A comprehensive and participatory independent social and environmental impact assessment is undertaken prior to establishing new plantings or operations, or expanding existing ones, and the results incorporated into planning, management and operations.</p> <p><i>Criterion 7.2</i> Soil surveys and topographic information are used for site planning in the establishment of new plantings, and the results are incorporated into plans and operations.</p> <p><i>Criterion 7.3</i> New plantings since November 2005 (which is the expected date of adoption of these criteria by the RSPO membership), have not replaced primary forest or any area containing one or more High Conservation Values.</p> <p><i>Criterion 7.4</i> Extensive planting on steep terrain, and/or on marginal and fragile soils, is avoided.</p> <p><i>Criterion 7.5</i> No new plantings are established on local peoples' land without their free, prior and informed consent, dealt with through a documented system that enables indigenous peoples, local communities and other stakeholders to express their views through their own representative institutions.</p> <p><i>Criterion 7.6</i> Local people are compensated for any agreed land acquisitions and relinquishment of rights, subject to their free, prior and informed consent and negotiated agreements.</p> <p><i>Criterion 7.7</i> Use of fire in the preparation of new plantings is avoided other than in specific situations, as identified in the ASEAN guidelines or other regional best practice.</p>
<p>Principe 8: Commitment to continuous improvement in key areas of activity</p>	<p><i>Criterion 8.1</i> Growers and millers regularly monitor and review their activities and develop and implement action plans that allow demonstrable continuous improvement in key operations</p>

L'assemblée générale a donc pris les mesures permettant de traiter ces questions :

- La création d'une phase transitoire de deux ans pendant laquelle 14 sociétés volontaires vont tester la mise en œuvre des principes et critères en vraie grandeur ; un guide indicatif de mise en œuvre doit être proposé aux acteurs dans les mois qui suivent RT3.
- La mise en place d'une *Smallholder Taskforce*, un groupe de travail spécialement chargé d'analyser la faisabilité des principes et critères par les petits planteurs.
- La mise en place d'un *Verification Working Group*, un groupe de travail chargé de faire des propositions pour le contrôle de la mise en œuvre des principes et critères.
- La suggestion aux catégories d'acteurs hors production de se doter d'un code de conduite allant dans le sens de la mise en œuvre des principes et critères.

L'ampleur des enjeux a enfin fait apparaître la nécessité d'inclure d'autres catégories

d'acteurs dans la démarche : gouvernements, organismes de recherche, organismes de certification, etc., mais aussi d'aborder le cas des acteurs de la filière pour lesquels la durabilité n'est pas une priorité. Communication et analyse d'impact sont en effet des éléments déterminants du succès de l'initiative auprès des cibles consommateurs, et la filière doit éviter de proposer une image incertaine à la société civile et au grand public.

Pour conclure, bien que jeune et avec une très forte contrainte de transparence, l'initiative RSPO est active et dynamique, avec un programme ambitieux pour les deux prochaines années.

Son action suscite bien des attentes parmi les membres, conscients de l'importance des enjeux posés par la production d'huile de palme durable, et ceci d'autant plus que l'explosion de la demande en biocarburants exacerbe certains aspects de cette problématique.

Signe de cette vitalité et du caractère attractif de l'initiative, le nombre d'adhésions est en constante progression : 45 membres ordinaires et 11 membres associés fin 2004, puis 68 membres ordinaires et 25 membres associés fin 2005, et plusieurs adhésions chaque semaine depuis.

RÉFÉRENCES

1. OMONT H. Roundtable on Sustainable Palm Oil - RSPO. The second RSPO meeting in Jakarta in October 2004. OCL 2005 ; 12(2) : 125-8.
2. RSPO Principles and Criteria for Sustainable Palm Oil Production (2005). Public release version – 17 October 2005. www.rspo.org.
3. TAILLIEZ B, CALIMAN JP, VERWILGHEN A, OMONT H. *Scientific Research for Sustainable Palm Oil Production. RSPO RT3*. Singapour, 2005 ; (9 p.).
4. RSPO. Minutes of the General Assembly, 23 November 2005, 5 p. www.rspo.org.